

de licenciement qui avait séparé les corps d'armées de leurs convois n'était pas insurmontable; en donnant des ordres le soir même, le convoi qui était massé au ban Saint-Martin aurait facilement franchi les 42 kilomètres qui séparent Metz des plateaux, et la distribution pouvait avoir lieu dans la matinée du 17.

L'instruction doit constater que le maréchal Bazaine, en se ravitaillant à Metz en vivres et en munitions, allait diminuer d'autant les ressources de la place, et que son devoir était de prendre, sans perdre un moment, les mesures nécessaires pour les remplacer. Le télégraphe était à sa disposition; dès le 16 au soir il pouvait en demander. Au lieu d'agir ainsi, de rendre compte par dépêche de la situation, il rédige un rapport qu'il confie à M. Belle, secrétaire d'ambassade, et dirige son envoyé sur Verdun au lieu de le faire passer par le chemin de fer des Ardennes. M. Belle n'arriva au camp de Châlons que le lendemain 17 dans la soirée.

Ce ne fut que dans l'après-midi du 17, à 2 h. 15 et à 4 h. 30, que le maréchal songea à avoir recours au télégraphe pour informer le ministre et l'empereur des événements. Chose digne de remarque, sa dépêche au ministre se fait, comme on verra ci-après, sur le point essentiel de la situation, la pénurie de vivres et de munitions; en sorte que le ministre ne peut prendre que dans la soirée du 17 des mesures pour le ravitailler. Par le fait de ce retard, les approvisionnements expédiés par son ordre trouvèrent la voie coupée et ne purent arriver à Metz.

Comment expliquer le silence du maréchal, si ce n'est par la résolution de se soustraire à des invitations trop pressantes d'avoir à continuer sa marche? Car on ne saurait admettre les excuses qu'il a présentées dans son interrogatoire: l'oubli de la ligne des Ardennes, la crainte de se servir du télégraphe, alors que l'armée ennemie était sur ses derrières, puisqu'il pouvait se servir du chiffre existant pour la correspondance officielle; l'ignorance enfin où il avait été laissé, en prenant possession de son commandement, des ressources de l'armée, puisque son devoir l'obligeait de s'en enquérir.

L'assertion du maréchal relative à la pénurie des vivres allait recevoir un éclatant démenti. Une partie des voitures du grand quartier général avaient été déchargées dans la soirée du 16; soit en vertu de l'ordre de licenciement, soit pour permettre d'évacuer sur Metz les blessés de la journée. Dans le mouvement rétrograde exécuté dans la matinée du 16, on ne prit aucune mesure pour distribuer aux troupes ces denrées qui avaient été déposées aux abords de Gravelotte, et au moment où l'on abandonnait cette position, on dut y mettre le feu pour éviter qu'elles ne tombassent aux mains de l'ennemi.

Dans le procès-verbal des pertes, dressé à cette

occasion, 2,063,000 rations de vivres de toute espèce, dont 50,000 rations de biscuit et 625,000 de sel, furent ainsi détruites.

Les faits qui précèdent ayant été portés à la connaissance du maréchal, il a répondu: que la vraie cause déterminante du mouvement rétrograde qu'il a ordonné a été la dissémination dans laquelle se trouvaient les corps dans la soirée du 16, et qu'il n'a pas cru, au point de vue tactique, devoir remettre l'armée en marche sans avoir rétabli l'ordre. D'après lui, le mouvement en arrière du 17 n'a été qu'une rectification de la ligne de bataille, dans le but de recevoir dans de meilleures conditions l'ennemi s'il se présentait. Le maréchal a ajouté dans un autre moment que le mouvement sur Briey aurait nécessité une conversion de l'armée, et que le convoi n'aurait pas pu suivre.

Ces raisons, eussent-elles été suffisantes dans les conditions ordinaires de la guerre, ne peuvent justifier la détermination du maréchal dans ce moment aussi critique, alors qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour conserver sa ligne de retraite.

#### L'ARMÉE S'ÉTABLIT SUR LA LIGNE DE ROZÉRIEULLES A SAINT-PRIVAT.

Après avoir annoncé à l'empereur qu'il allait s'établir sur la ligne de Vigneulles-Lessy, le maréchal hésita devant l'exécution d'un mouvement rétrograde aussi prononcé, et se décida à occuper, le lendemain 17, une position intermédiaire en avant du vallon de Monvaur, entre Rozérieulles et Saint-Privat. Sa détermination de rentrer sous Metz était cependant déjà bien arrêtée dans son esprit; car, après avoir dicté les ordres qui allaient reporter l'armée sur ces nouvelles positions, le maréchal, s'adressant à des officiers de son état-major, leur dit: « Si quelqu'un d'entre vous voit quelque chose de mieux à faire, je suis prêt à l'écouter. Du reste, il faut sauver l'armée, et pour cela revenir sous Metz. »

Cette réflexion, qui laissait voir le fonds de sa pensée, n'était guère en concordance avec la dépêche télégraphique suivante, n° 3428, qu'il envoya le 17, à quatre heures vingt-huit minutes de l'après-midi, à l'empereur:

*Le maréchal Bazaine à l'empereur, au camp de Châlons.*

« Metz, 17 août.

« J'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté hier soir pour l'informer de la bataille soutenue, de neuf heures du matin à huit heures du soir, contre l'armée prussienne qui nous attaquait dans nos positions de Doncourt à Vionville. L'ennemi a été repoussé et nous avons passé la nuit sur les positions conquises. La grande sommation qui a été faite de munitions d'artil-

lerie et d'infanterie, la seule journée de vivres qui restait aux hommes, m'ont obligé à me rapprocher de Metz pour réapprovisionner le plus vite possible nos parcs et nos convois.

« J'ai établi l'armée du Rhin sur les positions comprises entre Saint-Privat et Rozérieulles. Je pense pouvoir me remettre en marche après-demain, en prenant la direction plus au nord, de façon à venir déboucher sur la gauche de la position d'Haudiomont, dans le cas où l'ennemi l'occuperait en force pour nous barrer la route de Verdun, et pour éviter des combats inutiles qui retardent notre marche.

« Le chemin de fer des Ardennes est toujours libre jusqu'à Metz, ce qui indique que l'ennemi a pour objectif Châlons et Paris. On parle toujours de la jonction des armées des deux princes. Nous avons devant nous, hier, le prince Frédéric-Charles et le général Steinmetz. »

Le maréchal télégraphiait en même temps au ministre de la guerre: « Nous avons été attaqués le 14 dans nos lignes devant Borny, au moment où une partie de l'armée était déjà sur la rive gauche de la Moselle. Hier, 16 août, une bataille a été soutenue de neuf heures du matin à huit heures du soir sur la position que nous occupions entre Doncourt et Vionville, contre les corps réunis du prince Frédéric-Charles et du général Steinmetz. L'ennemi a été repoussé dans les deux rencontres en subissant des pertes considérables. Les nôtres sont sensibles. »

Le parti auquel s'arrêta le maréchal rendait bien difficile l'exécution des projets de départ qu'il communiquait à l'empereur. En reportant l'armée en arrière des positions qu'elle avait glorieusement conservées la veille, le maréchal laissait à l'ennemi toute facilité pour venir s'établir sur les routes d'Étain et de Briey. De plus, loin de diminuer les chances d'une rencontre, sa résolution rendait un combat inévitable pour s'ouvrir un passage vers le nord. Le mouvement du 17 n'a-t-il été qu'une mesure préparatoire précédant la rentrée de l'armée sous Metz? Ou, comme l'expose le maréchal dans son mémoire justificatif, en s'établissant sur les positions d'Amanvillers, se proposait-il de livrer une bataille défensive dans de bonnes conditions tactiques pour déboucher après avoir infligé à l'adversaire de grandes pertes? Telle est l'alternative dans laquelle on se trouve placé.

Si les avis qu'il adresse le 17 au soir à l'empereur par le commandant Magnan; si, comme nous le verrons ci-après, la mission qu'il donne en même temps à l'intendant de Préval d'aller préparer des vivres à Longuyon et sur la ligne des Ardennes, semblent témoigner du désir de s'éloigner de Metz, le reste de sa conduite ne correspond nullement à cette détermination. Les ordres qu'il donne pendant les journées des 17 et 18 peuvent seuls indiquer quelles étaient ses véritables intentions.

S'il eût été réellement dans la pensée du maréchal de reprendre sa marche vers l'intérieur, tout l'intérêt de la position eût été pour lui à la droite de son armée, côté par où il devait déboucher et qui présentait la position la plus faible. Il y aurait placé ses meilleures troupes, ses réserves, sa belle cavalerie. Au lieu de cela, nous le voyons établir sur le plateau de Saint-Privat, la clef de la position, le corps du maréchal Canrobert, corps très-éprouvé dans la journée du 16 et resté fort incomplet, comme nous l'avons dit, avec une artillerie très-réduite, sans aucun parc, sans même d'outils pour s'établir solidement sur le terrain.

Quant aux réserves, il les dispose à gauche de son armée, sur les hauteurs difficilement abordables de Saint-Quentin que couronnent des fortifications permanentes. Sa cavalerie, reléguée dans le fond du vallon de Monvaur, se trouve forcément dans l'inaction; lui-même porte son quartier général à Plappeville. Ces dispositions, bien loin d'indiquer un projet de départ de Metz, témoignent de la crainte, bien peu fondée d'ailleurs, de voir l'ennemi se glisser entre la place et l'armée. La préoccupation du maréchal à ce sujet paraît avoir été si grande que, dans l'après-midi du 17, il a manifesté un moment la pensée d'établir l'armée le soir même ou dans la nuit sur les positions qu'elle occupa le 19 sous l'appui des forts.

L'anxiété provoquée par le silence du maréchal le soir du combat de Rézonville et dans la matinée du lendemain se manifeste dans la dépêche expédiée le 17 du quartier impérial au général Coffinières: « Avez-vous des nouvelles de l'armée? Envoyez-les d'urgence à Sa Majesté au camp de Châlons. » Cet officier général répond: « Hier, 16, il y a eu une affaire très-sérieuse du côté de Gravelotte; nous avons eu l'avantage dans le combat, mais nos pertes sont grandes. Le maréchal s'est concentré sous Metz et campe sur les hauteurs de Plappeville. Nous demandons du biscuit et de la poudre. Metz est à peu près bloqué. »

Ces nouvelles alarmantes sont confirmées dans le rapport que le maréchal expédie le 17 au soir par le commandant Magnan:

« Metz, 17 août.

« J'ai l'honneur de confirmer à l'empereur ma dépêche télégraphique en date de ce jour, et de joindre à cette lettre copie de celle que j'ai adressée à Votre Majesté hier soir à onze heures.

« On dit aujourd'hui que le roi de Prusse serait à Pange ou au château d'Aubigny, qu'il est suivi d'une armée de 100,000 hommes, et qu'en outre des troupes nombreuses ont été vues sur la route de Verdun, à Mont-sur-les-Côtes. Ce qui pourrait donner une certaine vraisemblance à cette nouvelle de l'arrivée du roi de Prusse, c'est qu'en ce moment où j'ai l'honneur d'écrire à Votre Ma-

« jecté, les Prussiens dirigent une attaque sérieuse sur le fort de Queuleu. Ils auraient établi des batteries à Magny, à Mercy-le-Haut et au bois de Pouilly. Dans ce moment le tir est même assez vif.

« Quant à nous, les corps sont peu riches en vivres. Je vais tâcher d'en faire venir par la ligne des Ardennes, qui est encore libre. M. le général Soleille, que j'ai envoyé dans la place, me rend compte qu'elle est peu approvisionnée en munitions et qu'elle ne peut nous donner que 800,000 cartouches, ce qui, pour nos soldats, est l'affaire d'une journée. Il y a également un petit nombre de coups pour pièces de quatre, et enfin, il ajoute que l'établissement pyrotechnique n'a pas les moyens nécessaires pour confectionner des cartouches. M. le général Soleille a dû demander à Paris ce qui est indispensable pour remonter l'outillage; mais cela arrivera-t-il à temps? Les régiments du corps du général Frossard n'ont plus d'ustensiles de campement et ne peuvent faire cuire leurs aliments. Nous allons faire tous nos efforts pour reconstituer nos approvisionnements de toutes sortes, afin de reprendre notre marche dans deux jours, si cela est possible. Je prendrai la route de Briey; nous ne perdrons pas de temps, à moins que de nouveaux combats ne déjoient ma combinaison.

« J'adresse à Votre Majesté la traduction d'un ordre de combat trouvé sur un colonel prussien tué à la bataille du 16.

« Je mettrai Votre Majesté au courant des mouvements de l'ennemi dans cette journée.

« J'y joins une note de M. le général Soleille, commandant l'artillerie de l'armée, qui indique le peu de ressources qu'offre la place de Metz pour le ravitaillement en munitions d'artillerie et d'infanterie. »

En résumé, il n'y a qu'un petit nombre de coups de quatre. Les cartouches font défaut ainsi que l'outillage pour en confectionner. Metz ne peut fournir que 800,000 cartouches, ce qui pour l'armée est l'affaire d'une journée. Les corps sont peu riches en vivres, et on va se hâter d'en faire venir par la ligne des Ardennes, qui est encore libre.

Ainsi, il n'y a ni vivres ni munitions à Metz, la poudre, le biscuit font défaut; tel est le résumé de ces dernières et tristes dépêches qui vont porter la stupeur et la désolation dans toute la France et provoquer dans tous les esprits une exaspération profonde, avant-coureur de la tempête du 4 septembre.

Et pourtant, bien que beaucoup moins abondants qu'il n'eût été désirable, les vivres étaient loin de faire défaut, puisque 260,000 hommes allaient subsister pendant 70 jours avec les ressources que renfermait la place. Les munitions ne manquaient pas non plus, puisque, six jours après ce cri d'alarme, le général Soleille déclarait, le 22 août,

être aussi complètement réapprovisionné qu'au début de la campagne.

#### BATAILLE DE SAINT-PRIVAT.

Pendant la journée du 17, l'armée s'établit en bataille sur les crêtes qui forment à l'ouest la berge du vallon de Monvaur. Sa gauche s'appuyait au ravin de Rozérieulles; sa droite s'étendait jusqu'au delà du village de Saint-Privat, point culminant du terrain entre l'Orne et la Moselle. C'est en arrière de Saint-Privat que se détache du plateau le contre-fort du Saint-Quentin, encadré par les vallons de Monvaur et de Saulny. Il était de la plus haute importance de demeurer maître de la naissance de ce contre-fort, car le mouvement de concentration que préparait en ce moment même le maréchal allait ramener l'armée sur les hauteurs du Saint-Quentin, et la possibilité de reprendre la marche vers le nord était subordonnée à la possession du seul débouché sur le plateau qui allait rester entre nos mains. Ces considérations d'une évidence saisissante ne pouvaient échapper à l'expérience du maréchal. Si rien, dans les dispositions qu'il ordonne, n'indique la résolution de défendre à outrance les positions occupées par la droite de son armée, comment expliquer sa conduite, si ce n'est par la pensée arrêtée dans son esprit de ne plus quitter Metz, qu'on a déjà été amené à reconnaître ?

Une lettre du maréchal Bazaine au maréchal Canrobert du 18, à 10 heures du matin, jette une vive lumière sur ce point :

« Le maréchal Le Boeuf m'informe que des forces ennemies qui lui paraissent considérables semblent marcher vers lui. Installez-vous le plus solidement possible sur vos positions. Si, par cas, l'ennemi, se prolongeant sur votre front, semblait vouloir attaquer sérieusement Saint-Privat, prenez toutes les dispositions nécessaires pour y tenir et permettez à toute l'aile droite de faire un changement de front pour occuper les positions en arrière si c'était nécessaire, positions que l'on est en train d'étudier. »

Ainsi, avant que le combat s'engage, le maréchal Bazaine est déjà décidé à ne pas défendre sa dernière ligne de retraite et à reporter, en cas d'attaque sérieuse, son aile droite en arrière, c'est-à-dire à abandonner le débouché sur les plateaux.

Cependant, l'armée était rangée en bon ordre sur ses positions, la garde et l'artillerie de réserve groupées au Saint-Quentin. On attendait de pied ferme l'ennemi, dont les masses s'ébranlèrent dans la matinée. L'attaque commença vers onze heures et se prolongea pendant toute la journée par une série d'assauts dont l'intensité allait toujours en croissant vers la droite. Comme tout l'indiquait, les efforts accumulés de l'ennemi se portèrent sur cette aile de notre armée qui seule pouvait être débordée et entourée. Trois corps d'armée, s'élevant en-

semble à 90,000 hommes munis de 280 bouches à feu, se réunirent pour accabler le 6<sup>e</sup> corps, qui n'avait à leur opposer que 26,000 hommes, 78 bouches à feu mal approvisionnées et pas une seule batterie de mitrailleuses sur un terrain admirablement propice à l'emploi de cette arme nouvelle. La résistance du maréchal Canrobert fut héroïque; elle aurait triomphé des efforts de l'ennemi si la garde et l'artillerie de réserve avaient été envoyées à temps à son secours. Mais, pour saisir l'occasion favorable, il aurait fallu que le commandant en chef, qui seul disposait des réserves, eût été en mesure de se rendre un compte exact de la situation. — Comment aurait-il pu en être ainsi, puisqu'il ne parut pas de toute la journée sur le champ de bataille ?

Cette conduite extraordinaire, au moment où se livrait la lutte acharnée qui allait décider du sort de l'armée de Metz et de la guerre, demande à être examinée de près. Pour l'apprécier en toute connaissance de cause, il convient de préciser quels furent les rapports du maréchal avec les divers commandants de corps, et le compte qu'il rendit à l'empereur des péripéties de la lutte.

Vers 6 heures du matin, on aperçut, du quartier général du 3<sup>e</sup> corps, des troupes nombreuses, qui, marchant déployées, dans les plaines basses, situées en arrière de Gravelotte, se dirigeaient de gauche à droite en faisant un grand mouvement de conversion. Frappé de cette marche, qu'il distinguait à grande distance, le maréchal Le Boeuf en prévint le général en chef, qui répondit de s'établir solidement sur la position et de la conserver à tout prix.

Dès 9 heures du matin, le commandant du 3<sup>e</sup> corps signale de nouveau au maréchal Bazaine des mouvements considérables de troupes, en avant du front des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> corps.

Le maréchal Bazaine en avise vers midi et demi le maréchal Canrobert, et, en lui prescrivant de tenir ferme à Saint-Privat, il lui annonce l'envoi de munitions.

A 10 heures un quart, le maréchal Canrobert informe le général en chef de l'apparition de quelques troupes ennemies à Vallery.

Vers midi, il prévient qu'un combat sérieux s'engage, et que la rareté des munitions l'oblige à ralentir le feu de son artillerie. Le maréchal Bazaine lui fait répondre qu'il donne des ordres pour qu'une division de la garde et de l'artillerie aillent le soutenir.

Vers une heure et demie, le maréchal Le Boeuf télégraphie que des forces très-nombreuses prononcent leur attaque sur toute la ligne.

A une heure et demie, le maréchal Canrobert répond, par l'officier qui lui a porté l'ordre de tenir ferme à Saint-Privat, qu'il résistera autant qu'il le pourra et tant qu'il aura des munitions, mais qu'el-

les s'épuisent et qu'il n'en a pas encore reçu de nouvelles.

A deux heures et demie, il dépêche au maréchal le capitaine d'artillerie de Chalus, pour hâter l'envoi des munitions déjà demandées et en ramener lui-même, s'il est possible. Cet officier, conduit auprès du maréchal, lui explique en détail, sur une carte, la situation de l'aile droite et ne lui dissimule ni la gravité de la position du 6<sup>e</sup> corps, ni les inquiétudes qu'elle cause à son chef. Il obtient et emmène quatre caissons d'artillerie.

A cinq heures, le commandant du 6<sup>e</sup> corps adresse au général en chef un billet ainsi conçu :

« L'attaque a cessé sur le front du 4<sup>e</sup> corps pour se porter plus intense sur la droite du 6<sup>e</sup>; un feu d'artillerie considérable a presque éteint le nôtre. Les munitions me manquent. »

Enfin, à sept heures, le maréchal Canrobert annonce que le 6<sup>e</sup> corps est contraint d'évacuer Saint-Privat, qui est en feu et où il n'y a plus possibilité de tenir.

Comme on le voit, le commandant en chef est tenu au courant d'une manière complète et continue des progrès de l'attaque dirigée contre la droite de son armée, de la faiblesse de l'artillerie du 6<sup>e</sup> corps et de la pénurie de munitions qui l'oblige à ralentir son feu.

Il a été donné connaissance au maréchal Bazaine des renseignements que l'instruction avait relevés au sujet des communications que le maréchal Canrobert avait eues avec lui dans la journée du 18; invité à faire connaître s'il persistait à dire qu'il n'avait pas été tenu au courant de la situation du 6<sup>e</sup> corps, le maréchal s'est exprimé de la manière suivante :

« J'avais donné des instructions le matin au maréchal Canrobert; elles contenaient l'ordre de reposer la droite dans le cas d'une attaque sérieuse de l'ennemi contre Saint-Privat, et je lui envoyai dans la journée ce qu'il me demandait. »

Les secours envoyés directement par le maréchal Bazaine au 6<sup>e</sup> corps se bornèrent à deux batteries de réserve et à quelques caissons, ce qui ne répondait nullement aux demandes du maréchal Canrobert et à la gravité de la situation.

Suivons maintenant le maréchal pendant cette journée. Il ne quitta pas de la matinée son quartier général. Vers deux heures et demie, il monte à cheval, et au lieu d'amener avec lui tout son état-major, dont le nombreux personnel lui aurait permis d'avoir, d'une manière continue, des nouvelles du combat, il refuse les ordres du général Jarras et ne prend que quelques officiers. Il se rend d'abord au fort Quentin; de là, il peut apercevoir les positions occupées par les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> corps. Le combat est engagé avec violence, le bruit de la canonnade est continu. De grandes masses de fumée s'élèvent sur la droite au-dessus des bois qui bornent l'horizon de ce côté. A la gauche,

vers Jussy, se montre une tête de colonne ennemie.

Le maréchal fait pointer lui-même quelques canons dans cette direction, elle disparaît. Il est environ quatre heures. Il part du Saint-Quentin, redescend au col de Lessy, rencontre en route le capitaine de Beaumont, commandant de l'escorte du général Bourbaki, et le charge de dire à son général de prévenir le maréchal Canrobert qu'il ne le soutient plus et de rentrer ensuite. A quelques pas de là, il trouve sur son chemin des officiers d'ordonnance du général Bourbaki qui vont le rejoindre; il leur dit que tout est fini et de rentrer. Il remonte ensuite en avant du fort de Plappeville, pour voir ce qui se passe dans la plaine de la basse Moselle, aperçoit de la poussière au-dessus de la route de Saulny, et, craignant une pointe de l'ennemi, fait appeler deux batteries de la réserve. Puis, reconnaissant que ce mouvement est causé par des bagages et des isolés qui rentrent précipitamment vers Metz, il s'écrie : « Que faire avec de pareilles troupes ? » et redescend au quartier général vers sept heures et demie. Pendant toute cette journée, il n'envoie personne aux nouvelles, reçoit sans s'émouvoir les avis des dangers toujours croissants qui menacent le 6<sup>e</sup> corps, et se contente, pour tout soutien, de lui envoyer 20 caissons dont 12 d'artillerie et qui arrivent sur le terrain au moment même où la lutte se termine. Ces munitions alimentent quelques instants de plus ce feu terrible qui des hauteurs de la Croix arrête court au moment critique les progrès si menaçants de l'ennemi.

Quelles étaient les réserves disponibles et quel parti le maréchal Bazaine pouvait-il en tirer ? Tel est le point qui reste à préciser.

L'infanterie de la garde avait été répartie comme il suit : la 1<sup>re</sup> brigade de voltigeurs, sous les ordres du général Brincourt, à Châtel-Saint-Germain, pour soutenir le 3<sup>e</sup> corps; la 2<sup>e</sup> brigade, sous les ordres du général Deligny, était maintenue au Saint-Quentin, par suite de cette crainte d'une attaque sur les derrières de la gauche de l'armée, dont les feux croisés de la place et du fort Saint-Quentin rendaient le succès invraisemblable. La division de grenadiers demeurait seule disponible. En présence de ces dispositions, le général Bourbaki fait observer au maréchal qu'ainsi morcelée la garde ne sera plus en mesure de produire les résultats sérieux qu'on est en droit d'attendre d'elle, tant en raison de la valeur des éléments qu'elle renferme que par suite de sa constitution en corps d'armée.

L'artillerie de réserve de la garde, composée de 4 batteries, et la réserve générale, forte de 12 batteries, en tout 96 bouches à feu, dont 36 de calibre de 12, étaient massées au Saint-Quentin.

Dans la matinée du 18, d'après un rapport du général Bourbaki, en date du 21 août, il avait reçu l'ordre du maréchal de se tenir prêt à marcher,

et l'autorisation de mettre ses troupes en mouvement quand il le jugerait convenable.

Vers trois heures, le général Bourbaki, comprenant que la lutte prenait de grandes proportions, se décida, en l'absence de tout ordre direct, à porter sa division de grenadiers au Gros-Chêne, vers la droite de l'armée. Il y arrive à quatre heures; un moment après il se porte un peu en avant, dans la direction de Saint-Privat et attend; à six heures un quart, arrivaient successivement près de lui le capitaine de la Tour du Pin et le commandant Pesmes, envoyés par le général de Ladmirault, pour lui demander de venir appuyer le 4<sup>e</sup> corps, qui avait obtenu, disent-ils, un succès. Le général se met en marche et appelle à lui l'artillerie de réserve de la garde, restée au Saint-Quentin. A la sortie des bois avoisinant Amanvillers et Saint-Privat, le général, à la vue du mouvement de retraite du 4<sup>e</sup> et du 6<sup>e</sup> corps qui se dessine nettement, déploie ses troupes pour le protéger. A sept heures quarante minutes, arrive à toute vitesse l'artillerie de réserve de la garde.

Dans cette dernière période de la bataille, l'artillerie du 6<sup>e</sup> corps, qui n'avait plus que quelques coups à tirer, s'adosse au bois, près de la route de Saulny, vis-à-vis de Saint-Privat, pendant que l'artillerie de la garde et deux batteries de la réserve s'établissent au-dessus de la route de Châtel, en face d'Amanvillers. Cette masse de bouches à feu ouvre un feu très-vif et arrête net l'offensive de l'ennemi. A huit heures et demie le combat cesse.

Ainsi donc, pendant toute cette après-midi, le maréchal Bazaine est averti à plusieurs reprises du danger qui grossit vers la droite de son armée, de la situation plus que critique du maréchal Canrobert, de l'insuffisance de son artillerie, de la pénurie de munitions qui le force à ralentir son feu dès le début du combat; non-seulement il ne se porte pas de sa personne sur le point menacé pour y diriger au besoin ses réserves, mais il abandonne à l'initiative nécessairement hésitante du général Bourbaki le soin de mettre la division de la garde en mouvement, et laisse sur le Saint-Quentin soixante bouches à feu absolument inutiles.

Le maréchal, resté comme on l'a vu en dehors du champ de bataille, mais auquel les commandants de corps, dirigeant au milieu du feu leurs troupes engagées, firent parvenir des renseignements précis, adressa pendant la journée plusieurs dépêches à l'empereur et au maréchal de Mac-Mahon.

A deux heures de l'après-midi, il télégraphie au maréchal de Mac-Mahon :

« Par suite des combats successifs que j'ai livrés le 14 et le 16, ma marche sur Verdun a été arrêtée et je suis obligé de séjourner dans la partie nord de Metz pour me ravitailler en munitions, surtout en vivres. — Depuis ce matin, l'ennemi montre de fortes masses qui paraissent se diriger vers Briey et qui peuvent avoir l'intention d'attaquer

« le maréchal Canrobert, qui occupe Saint-Privat-la-Montagne, se reliant par sa gauche avec Amanvillers, point d'appui de la droite du 4<sup>e</sup> corps. « Nous sommes donc de nouveau sur la défensive jusqu'à ce que je sache la véritable direction des troupes qui sont devant nous et surtout celle de l'armée de réserve que l'on dit à Pange, sur la rive droite de la Moselle, sous les ordres du roi, dont le quartier général serait à Aubigny.

« Transmettre cette dépêche à l'empereur et au ministre de la guerre. Je crains pour la voie ferrée des Ardennes. »

A quatre heures, nouveau télégramme adressé à l'empereur :

« En ce moment, quatre heures, une attaque, conduite par le roi de Prusse en personne, avec des forces considérables, est dirigée sur tout le front de notre ligne. Les troupes tiennent bon jusqu'à présent; mais des batteries ont été obligées de cesser le feu. »

Enfin, à sept heures cinquante, il télégraphie à l'empereur :

« J'arrive du plateau. L'attaque a été vive. En ce moment, sept heures, le feu cesse, nos troupes sont constamment restées sur leurs positions! »

A ce moment, le dernier fil télégraphique qui reliait Metz à Châlons et à Paris, Thionville, est rompu.

Le texte de ces dépêches indique lui-même que le commandant en chef fut tenu au courant des diverses phases de la bataille, mais l'expression de la situation telle qu'il la connaît ne s'y retrouve pas; aucune mention n'est faite de la position du 6<sup>e</sup> corps.

La dernière de ces dépêches, dont la série semblait témoigner des impressions reçues successivement pendant le combat, allait avoir inévitablement pour effet d'induire en erreur le souverain sur les résultats de la journée, puisque, à la fin de la bataille, le maréchal annonçait que nos troupes étaient constamment restées sur leurs positions.

On ne saurait évidemment faire un crime à un général de perdre une bataille. Mais quand on voit le maréchal Bazaine ne donner aucun ordre en présence des demandes réitérées et de plus en plus pressantes du maréchal Canrobert, et le laisser écraser sans lui porter le moindre secours, comment ne pas lui demander compte de sa coupable inaction, du sang inutilement versé, de la défaite infligée à nos armes, prélude du désastre final ? Pourquoi est-il demeuré loin du théâtre où se livrait la plus grande bataille des temps modernes, alors que le roi de Prusse conduisait l'attaque en personne, ainsi que le maréchal l'annonçait lui-même à l'empereur ? On comprend que dans une rencontre ordinaire, il est nécessaire que le général en chef demeure sur le même point, afin que ses lieutenants puissent, au milieu des péripéties du combat, lui faire demander ses ordres. Mais dans une ba-

taille comme celle du 18, où l'armée française, établie sur le haut des berges du vallon de Monvaur, n'avait qu'à tenir ferme, l'immobilité du chef n'était nullement commandée. Il n'y avait là ni manœuvre ni imprévu. Le maréchal avait donc toute liberté de se porter sur un point quelconque de ses lignes; tout l'appela à la droite de son armée, car là seulement on réclamait des secours, de l'artillerie, des munitions; lui-même signale à l'empereur, à quatre heures, que ses batteries sont en partie éteintes. Il vient de traverser sa réserve d'artillerie au Saint-Quentin, et il ne songe pas à remplacer les bouches à feu hors de combat par celles de la réserve.

C'est en vain que le maréchal voudrait, pour excuser son immobilité à la gauche de son armée, faire accepter comme sérieux les dangers qui, selon lui, menaçaient ce côté de la ligne. C'était, au contraire, le point le plus fort, incontestablement, car de ce côté les positions occupées par le 2<sup>e</sup> corps étaient soutenues, comme on l'a déjà dit, en arrière par les hauteurs du Saint-Quentin que couronnent des ouvrages permanents. Enfin, la place pouvait couvrir de ses feux l'étroite langue de terre qui règne entre le pied du Saint-Quentin et la Moselle, par où seulement l'ennemi aurait pu se glisser entre Metz et l'armée. En vain cite-t-il, dans son mémoire justificatif, une note d'un officier supérieur du génie, faisant ressortir l'assiette défectueuse des forts de la rive gauche, mais dont les déductions critiques n'ont en vue que des attaques régulières et dans la supposition que l'ennemi serait maître du terrain qu'occupaient les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> corps d'armée. Ces explications, ces excuses, ne sauraient porter ni la conviction ni même l'hésitation dans aucun esprit. Oui, le maréchal Bazaine a abandonné sans secours le maréchal Canrobert; oui, il est responsable personnellement de la défaite du 18 août et de ses terribles conséquences.

#### NOUVEAU MOUVEMENT RÉTROGRADE DE L'ARMÉE.

Dans la matinée du 18, un ordre du maréchal Bazaine avait convoqué à Châtel-Saint-Germain les sous-chefs d'état-major des différents corps, pour aller reconnaître, sous la direction du colonel Lewal, des emplacements à occuper ultérieurement quand l'ordre en serait donné. Ce fut à la suite de cette opération que furent arrêtés les ordres qui allaient reporter l'armée sous l'appui immédiat des ouvrages de la rive gauche, position sur laquelle le maréchal avait eu un moment la pensée de s'établir dès le 17 au soir. Un détail caractéristique demande à être relevé à ce sujet.

Lorsque, dans la soirée, des officiers d'état-major du 4<sup>e</sup> et du 6<sup>e</sup> corps vinrent en toute hâte chercher des ordres au quartier général pour placer les troupes, ils furent conduits chez le général en chef pour lui rendre compte des derniers incidents de la journée, incidents qu'il ignorait encore. Une

fois qu'ils eurent terminé leur récit, le maréchal leur dit :

« Ne vous chagrinez pas; ce mouvement devait être fait demain matin, vous le faites douze heures plus tôt. »

Ce furent toutes les réflexions que lui suggérait la nouvelle que la route de Briey nous était désormais fermée et que l'armée, après un combat des plus acharnés et des plus sanglants, était refoulée sous Metz.

La fin du combat laissait inoccupée la naissance du contre-fort du Saint-Quentin et la route de Saulny.

L'ennemi, maître de Saint-Privat, n'avait pu le dépasser. Mais les ordres du maréchal reportèrent les lignes de l'armée bien en arrière de la route et du bois de Saulny, et le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> corps, qui pendant toute la journée avaient conservé leurs positions, durent revenir rejoindre au petit jour le reste de l'armée accumulée sous l'appui des forts.

Cette fois on était bien établi sur la ligne Vigneul-les-Lessy, position que nous avons vue arrêtée dans l'esprit du maréchal dès la soirée du 16. Le lendemain 19, le maréchal dictait à M. Debains, secrétaire d'ambassade attaché au grand quartier général, une note destinée à être communiquée, sans indication d'origine, au journal le *Courrier de la Moselle*, qui la publia le lendemain 20 août. On y trouvait la phrase suivante :

« L'une des armées de la France est aujourd'hui concentrée sous Metz, sur les emplacements que le maréchal a désignés à la suite de l'affaire du 18. On peut dire que l'ensemble du plan de l'ennemi, pour la journée du 18, n'a pas réussi. En tenant autour de Metz, l'armée du maréchal Bazaine fait face à des nécessités stratégiques et politiques. »

Quelles pouvaient être ces nécessités, alors que l'armée de Metz avait ordre d'aller à Châlons pour couvrir Paris ?

Le maréchal Bazaine avait donc un but, en dehors de l'exécution de ses ordres. Ce but se dégage invinciblement du récit des événements du 12 au 18 août. Le maréchal Bazaine n'a pas voulu quitter Metz.

S'il eût voulu quitter Metz, en prenant le commandement, il aurait ordonné, à défaut des ponts provisoires, recouverts par la crue de la Moselle, de faire défilé, dès le 13 au matin, l'armée par les ponts de la ville et du chemin de fer.

S'il eût voulu quitter Metz, au lieu d'engouffrer toutes ses troupes sur l'unique route de Gravelotte, il aurait utilisé les trois autres routes, dont l'emploi simultané lui aurait permis d'atteindre rapidement le plateau.

S'il eût voulu quitter Metz il n'aurait pas donné le 15 l'ordre de licencier le train auxiliaire, mesure qui devait le priver de ses vivres et arrêter sa marche.

S'il eût voulu quitter Metz, après s'être ravitaillé le 17 de grand matin, il aurait recommencé le combat ou pris le chemin de Briey. Tout au contraire, il ne pense tout d'abord qu'à aller établir l'armée entre Vigneulles et Lessy; puis hésitant devant un mouvement de retraite aussi accentué, il vient occuper le haut des berges du vallon de Monvaur, en arrière desquelles il compte porter l'armée dès la matinée du 19, comme nous venons de voir.

Si donc le maréchal Bazaine n'a pas voulu quitter Metz, on se demande, sans pouvoir trouver une raison plausible, pourquoi il n'a pas évité cette bataille inutile du 18 août, qui coûta tant de sang à son armée et qui allait augmenter de la manière la plus dangereuse l'encombrement des blessés dans la place de Metz et ébranler le moral de l'armée.

Dans la pensée du maréchal, dépose M. Debains, actuellement premier secrétaire d'ambassade à Berlin, et qui avait été attaché à l'état-major général de l'armée du Rhin, tant au point de vue de la conservation du territoire à la paix, qu'au point de vue des opérations militaires, il était très-important que l'armée protégée Metz jusqu'à ce que les travaux destinés à couvrir la place fussent achevés. Ces motifs existaient avec la même force le jour où le maréchal prenait en main le commandement. S'ils étaient prépondérants, pourquoi ce simulacre de départ? La conduite du maréchal s'explique par d'autres considérations. — Tout annonce une catastrophe prochaine. Dans cette prévision, il est moins compromettant d'attendre les événements à l'abri d'un camp retranché; quelle que soit l'issue de la crise, on comptera toujours avec le commandant en chef de Metz; sa position politique est inattaquable, car, s'il a été nommé général en chef par l'empereur, c'est en partie à l'intervention des membres de l'opposition qu'il doit son commandement.

Il reste à voir quel compte le maréchal allait rendre de la situation de l'armée et de ses projets. Le télégraphe de Thionville était coupé le 18, entre six et sept heures du soir. Ce ne fut que le 19 qu'il rédigea son rapport à l'empereur, et il l'expédia seulement le lendemain 20, à trois heures de l'après-midi, par Verdun, par le garde Braïdy, auquel il le remit lui-même :

« L'armée s'est battue hier toute la journée sur les positions de Saint-Privat-la-Montagne à Rozé-riuelles, et les a conservées. Les 4<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> corps ont fait, vers neuf heures du soir, un changement de front, l'aile droite en arrière, pour parer à un mouvement tournant par la droite, que des masses ennemies tentaient d'opérer à l'aide de l'obscurité. Ce matin, j'ai fait descendre de leurs positions les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> corps, et l'armée est de nouveau groupée sur la rive gauche de la Moselle, de Longeville au Sansonnet, formant une ligne courbe, passant derrière les forts de Saint-Quentin et de Plappeville. Les troupes sont fa-

« tiguées de ces combats incessants, qui ne leur permettent pas les soins matériels, et il est indispensable de les laisser reposer deux ou trois jours. Le roi de Prusse était ce matin à Rézouville, avec M. de Moltke, et tout indique que l'armée prussienne va tâter la place de Metz. Je compte toujours prendre la direction du nord et me rabattre ensuite par Montmédy, sur la route de Sainte-Menehould à Châlons, si elle n'est pas fortement occupée; dans le cas contraire, je continuerai sur Sedan et même Mézières pour gagner Châlons. »

En résumé, une grande bataille a été livrée, mais l'armée est encore en état de reprendre sa marche à l'intérieur.

La dernière dépêche expédiée le 18 au soir par le maréchal annonçait que l'armée avait conservé ses positions; le lendemain, le maréchal confirme dans la dépêche que nous venons de citer son projet de marche dans la direction du nord en passant par Montmédy.

On devait donc à Châlons être persuadé que la bataille du 18 laissait le maréchal libre de ses mouvements et en mesure de repartir.

Quelques heures après avoir adressé son rapport à l'empereur, le maréchal expédiait le soir même à sept heures, par Thionville, trois nouvelles dépêches.

La première, à l'empereur, était ainsi conçue : « Mes troupes occupent toujours les mêmes positions. L'ennemi paraît établir des batteries qui doivent lui servir à appuyer son investissement; il reçoit constamment des renforts. Nous avons dans la place de Metz au delà de seize mille blessés. »

télégraphie au ministre :

« Nous sommes sous Metz, nous ravitaillant en vivres et en munitions. L'ennemi grossit tous les jours et paraît commencer à nous investir. »

Ces dépêches sont bien moins rassurantes que le rapport daté du 19.

Le maréchal est encore plus explicite avec le maréchal de Mac Mahon :

« J'ai dû prendre position près de Metz pour donner du repos aux soldats et les ravitailler en vivres et en munitions. L'ennemi grossit toujours autour de moi et je suivrai très-probablement, pour vous rejoindre, la ligne des places du nord et vous préviendrai de ma marche, si toutefois je puis l'entreprendre sans compromettre l'armée. »

Avant de se mettre en marche, le maréchal Bazaine préviendra le maréchal de Mac-Mahon. Tel est le fait qui se dégage de cette dépêche si importante, qui parvient à Reims le 22 dans la soirée, c'est-à-dire le même jour que le rapport du 19, lequel détermina le départ du maréchal de Mac-Mahon. Nous indiquerons plus loin les détails relatifs à l'expédition et à l'arrivée de cette dépêche.

Au moment même (20 août) où le maréchal Bazaine

publiait dans les journaux de Metz que son armée était retenue sur la place par des nécessités politiques et militaires, il n'entretenait l'empereur que de ses projets de départ (dépêche du 19 expédiée le 20); en même temps, ajoutons, et cela fera ressortir la prévoyance des combinaisons du maréchal, il évitait de prendre vis-à-vis de son lieutenant des engagements précis, et il lui disait (20 août) : « Je vous préviendrai de ma marche. » En d'autres termes, il y avait à cette date du 20 août, dans les déclarations du maréchal, trois affirmations différentes au sujet de ses résolutions et de ses projets ultérieurs.

Interrogé sur l'hésitation que semblaient trahir ces contradictions entre les dépêches du 19 et du 20, le maréchal Bazaine a fait la réponse suivante :

« Il n'y avait pas d'hésitation dans mes projets et c'était un simple avis que je donnais à l'empereur sans indiquer l'époque précise de l'expédition, puisque l'empereur ne commandait plus et que tout mouvement était subordonné à l'ennemi qui nous entourait et à l'état de mes troupes. Le 20, j'ai écrit au maréchal de Mac-Mahon pour lui dire : « J'ai dû prendre position près de Metz pour donner du repos aux soldats et les ravitailler en vivres et en munitions. L'ennemi grossit autour de nous, et je suivrai probablement pour vous rejoindre la ligne des places du nord. Je vous préviendrai de ma marche, si toutefois je puis l'entreprendre sans compromettre l'armée. »

Cette dépêche était donnée à titre d'avis seulement, comme les dépêches précédentes adressées à l'empereur; mais c'était une dépêche officielle de service, la seule liant le maréchal, puisqu'il était sous ses ordres. »

Les dépêches dont il vient d'être question forment un groupe important sur lequel nous reviendrons un peu plus loin.

Ultérieurement, au départ de ces dépêches, nous en trouvons, à la date du 21 août, une autre expédiée par Verdun et par Luxembourg au ministre de la guerre. Elle était conçue en ces termes :

« J'ai reçu toutes vos dépêches jusqu'au 19 inclusivement; je ne puis communiquer que difficilement et par piétons isolés avec Thionville et Verdun. Vous avez dû recevoir une dépêche; j'en ai adressé une à l'empereur, une au maréchal de Mac-Mahon. L'état sanitaire de l'armée est satisfaisant, l'état moral laisse moins à désirer. En ce moment, onze heures, de grosses masses prussiennes tiennent la crête des bois de Saulny et de Lessy, à petites distances de mes positions; d'autres masses occupent les hauteurs boisées au nord et au nord-est de Saulny, de l'autre côté de la route de Briey à Metz. Il y a également du monde devant les 4<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> corps, de l'autre côté de Woippy. »

Rien n'indique qu'elle ait pu passer. Le 22, la